

# Le G20 doit aider les pays du Levant à mieux accueillir les réfugiés syriens

Le Monde.fr | 13.11.2015 à 15h49

Par Serge Michailof

« *Plus jamais ça !* », c'est ce que nous nous sommes dit il y a 70 ans, voyant l'Europe en sang et en cendres, face à notre impuissance collective à empêcher l'irréparable. « *Plus jamais ça !* », c'est aussi ce que nous avons ressenti un instant en voyant le corps sans vie du petit Aylan, sacrifié par une guerre qu'il n'a pas voulu et une Europe qui n'a pas voulu de lui. Plus de 108 enfants, deux Aylan chaque jour d'après Libération, ont depuis trouvé la mort en Méditerranée, la frontière la plus dangereuse du monde, tandis que plus de quatre millions de civils ont déjà dû fuir le conflit en Syrie et trouver refuge dans les pays voisins.

À quelques centaines de kilomètres des côtes syriennes, les nations les plus riches du monde se réuniront les 15 et 16 novembre pour le sommet du G20 dans la station balnéaire turque d'Antalya. La Turquie, qui préside le sommet, a annoncé que la crise des réfugiés serait à l'ordre du jour. En prenant l'avion pour Antalya, les chefs d'Etat et de gouvernement européens devraient se tenir prêts à répondre à la plus grave crise humanitaire depuis la seconde guerre mondiale et se souvenir qu'après la guerre, l'Europe aussi a eu besoin de soutien pour pouvoir se reconstruire.

Face au constat d'échec d'un modèle d'asile d'après-guerre tombé en panne alors que seulement 12 % des réfugiés syriens ont pris le chemin de l'exil en Europe, il est temps d'agir selon un nouveau paradigme et d'investir pour offrir aux réfugiés l'autonomie et les opportunités qui leur permettront de subvenir à leurs besoins. Plutôt que de rester enlisés dans une réponse d'urgence sous-financée, les membres du G20 devraient s'accorder sur un plan de rétablissement pour le Liban, la Jordanie et la Turquie qui fasse coïncider les intérêts des pays d'accueil avec les besoins des réfugiés.

Le premier impératif est de permettre l'insertion des réfugiés dans le marché du travail et l'économie formelle. Les jeunes sont surreprésentés parmi les réfugiés dans les pays voisins de la Syrie, et la jeunesse syrienne est très éduquée, avec un taux d'alphabétisation à 95 % tandis que 25 % fréquentaient l'université avant la guerre. Malgré le formidable potentiel de capital humain et financier que représentent les réfugiés pour les pays d'accueil – la croissance libanaise à 2,5 % a été stimulée par la consommation des Syriens qui y ont trouvé refuge – ces derniers refusent de les laisser accéder légalement à l'emploi, les condamnant à la dépendance ou la clandestinité, se privant ainsi d'importantes recettes fiscales.

Cumulant à eux seuls plus de 85 % de la richesse mondiale, les membres du G20 ont largement les moyens de fournir les incitations financières et l'aide au développement pour encourager le Liban, la Jordanie et la Turquie à intégrer les réfugiés qu'ils accueillent dans l'économie formelle. Il est pour cela nécessaire de permettre à des entreprises internationales et syriennes, d'employer légalement des réfugiés qui pour beaucoup représentent une main-d'œuvre qualifiée, voire étaient entrepreneurs dans leur pays avant la guerre. Si accueillir un réfugié dans le camp jordanien de Zaatari engendre un coût de plus de 10 000 de dollars, l'ONU estime que les 2500 petits commerces de vélos tenus par des Syriens dans le camp génèrent près de 14 millions de dollars par mois.

Lors du sommet du G20 à Antalya, la France et l'Allemagne, dont le couple a été le moteur historique de la construction européenne après la guerre, peuvent mettre en avant le fonds d'affectation spéciale Madad lancé par l'Union Européenne pour répondre à la crise syrienne, tout comme le fonds fiduciaire de rétablissement pour la Syrie (Syria Recovery Trust Fund) dont la Turquie est également le pays hôte pour le siège opérationnel. La France et l'Union Européenne doivent saisir le sommet de ce week-end pour convaincre les membres du G20 d'utiliser les outils financiers et ressources économiques dont ils disposent pour activer le levier de développement et de stabilisation que représente l'intégration des réfugiés aux économies du Levant.

Comme l'Europe il y a presque soixante-dix ans, les pays voisins de la Syrie voient leur dynamisme économique ravagé par la guerre toute proche. Ils font face à un taux de chômage qui

augmente dangereusement, des infrastructures dysfonctionnelles car dépassées et un nombre de réfugiés en explosion. Un plan pour aider ces pays à faire face à cette situation dramatique et à préserver une stabilité fragile, aiderait une région en difficulté croissante et revigorerait l'engagement de la communauté internationale pour ne pas fermer les yeux sur le besoin d'un processus politique pour sortir du conflit en Syrie. Les réfugiés syriens ne sont pas le problème, ils sont la solution et l'avenir de leur pays : Investir aujourd'hui pour leur permettre de s'en sortir est le meilleur moyen de préparer cet avenir en attendant que les bombes finissent par se taire en Syrie.

**Serge Michailof** est chercheur associé à l'IRIS, spécialiste des pays dit « fragiles » et des problèmes de reconstruction dans les pays affectés par des conflits. Il a été directeur exécutif chargé des opérations de l'Agence française de développement et directeur opérationnel de la Banque Mondiale.